

*Réponse à la consultation publique «  
Décision relative à la mise en place d'une  
collecte annuelle de données  
environnementales »*

---

*Réponse du SECIMAVI – septembre 2024*

## ***Introduction***

Le SECIMAVI (Syndicat des Entreprises de Commerce International de Matériel Audio, Vidéo et Informatique) remercie l'Autorité de lui donner l'occasion de partager les retours de ses adhérents, fabricants et importateurs de matériels de réception audiovisuelle sur le projet de décision mis en consultation publique.

Le SECIMAVI représente plus de 30 entreprises et marques de l'audiovisuel et de l'informatique, grands groupes internationaux et PME, commercialisant des marques à forte notoriété de terminaux mobiles, tablettes, ordinateurs portables, écrans d'ordinateurs et TV. Le **SECIMAVI** représente un chiffre d'affaires de **12 milliards d'euros et 16 300 emplois directs**.

Notre syndicat et ses adhérents sont impliqués de longue date dans les travaux relatifs à la mesure et la réduction de l'empreinte environnementale du numérique et de leurs activités.

A ce titre, nous avons participé aux précédentes consultations publiques relatives aux Décisions de l'ARCEP et facilité les échanges entre l'Autorité et les fabricants de terminaux.

Aussi, nous souhaitons rappeler notre souhait d'organiser des points réguliers entre les représentants de notre syndicat et les équipes ARCEP afin d'échanger sur les points opérationnels nécessitant d'être clarifiés. En effet, outre le temps nécessaire à la collecte des informations demandées, plusieurs adhérents nous ont informés avoir été sollicités directement et à plusieurs reprises, ce qui a généré des consommations de ressources non anticipées et pesé sur l'organisation des entreprises concernées. Notre rôle, en tant qu'organisation syndicale représentative, est de partager les difficultés opérationnelles et d'apporter des réponses collectives cohérentes qui assureront l'homogénéité des réponses et minimiseront l'impact sur les activités de tous.

Nous pouvons aussi, par ce travail collectif, apporter un éclairage technique utile aux travaux.

A titre d'exemple, alors que la présente version de la décision propose d'élargir la collecte des informations sur les écrans TV aux différentes technologies (LED, OLED, QLED, LCD), il semble que la question de la classification des écrans LCD à rétro-éclairage LED n'ait toujours pas été explicitement résolue, ce qui peut se traduire par des différences de traitement des données relatives à ces équipements selon les producteurs.

De tels échanges nous semblent aussi utiles à adresser la question de données déjà objet de la collecte lors des exercices précédents mais qui n'ont pas fait l'objet de publication dans le cadre des rapports « Pour un numérique soutenable ». Il nous paraît en effet nécessaire d'échanger sur les écueils éventuels rencontrés par les acteurs comme par l'Autorité et les moyens d'y remédier. En particulier, les données relatives au parc de terminaux en cours d'utilisation et à la durée d'usage n'ont pas fait l'objet d'analyse dans le cadre du rapport publié en mars 2024. Nous avons indiqué, dans nos précédentes réponses, la difficulté de collecter de telles informations auprès des fabricants et la nécessité d'envisager d'autres processus de collecte.

Par la même occasion, la question des données relatives aux volumes de terres rares et de métaux précieux utilisés pourra aussi être abordée, ces données n'ayant pas non plus fait l'objet d'une publication.

Il importe de signaler que certaines données, dont celles relatives aux terres rares, font par ailleurs l'objet d'une collecte volontaire par le Commissariat Général au Développement Durable auprès des fabricants de terminaux. Cet exercice supplémentaire, faute de coordination avec celui de l'ARCEP, constitue une charge de travail additionnelle pour les entreprises qui souhaiteraient contribuer volontairement. Aussi, nous appelons à une coordination des acteurs publics dans leur ensemble en vue d'une rationalisation des actions. Cela ne pourra que bénéficier à l'action publique, en minimisant l'impact sur les entreprises.

Nous souhaitons aussi réitérer notre demande que l'ensemble des documents publiés dans le cadre de la collecte soient **systématiquement traduits en anglais** afin d'en faciliter le partage avec les équipes internationales en charge de les renseigner. A minima, les tableurs de collecte doivent être traduits.

S'agissant des données nouvellement incluses dans l'exercice de collecte au titre de l'annexe A (fabricants de terminaux), nous souhaitons souligner les points suivants :

- Métaux Précieux et Terres Rares : plusieurs textes européens (CSRD, Critical Raw Material Act) prévoient d'ores et déjà des obligations de reporting de la part des entreprises relatives à leur consommation de matières premières dans leurs activités de production ; le texte relatif aux Matières Premières Critiques en particulier vise les métaux précieux et terres rares. Afin de se préparer à ces obligations de rapportage, les entreprises ont engagé des travaux de structuration interne et d'investissement dans les outils de suivi comme de remontée des données ; nous préconisons d'aligner la collecte de ces données au niveau français sur les dispositions des textes européens, en termes de calendrier comme de matières premières concernées.
- Ventes de téléviseurs, ordinateurs portables et tablettes : comme pour les exercices précédents, les fabricants disposent a priori des ventes auprès de la distribution plutôt que des ventes auprès des acheteurs finaux
- Distinction par technologie d'écran TV : nos adhérents proposent de retenir les principales technologies en volume de ventes, telles que catégorisées dans la base EPREL, et d'exclure la technologie QLED qui n'influe pas sur la consommation énergétique puisqu'elle ne joue que sur la colorimétrie et pas la luminosité ; aussi, nous proposons de retenir la segmentation suivante : : LCD, LED LCD, OLED, et microLED, les technologies moins répandues pouvant être incluses dans la catégorie « autres » ;
- Puissance électrique moyenne des TV en fonctionnement/ en veille par type de technologie : les méthodologies mises en œuvre pour la collecte de ces données seront les mêmes que celles utilisées précédemment, et qui se basent généralement sur les données déclaratives de la base EPREL ; par ailleurs, compte tenu du fait que ces données n'ont pas fait l'objet de publication lors des exercices précédents, il nous semble prématuré de viser à obtenir un niveau de détail par technologie.

Aussi, nous sollicitons une audition auprès de l'Autorité dans les meilleurs délais afin de poursuivre au plus vite ces échanges en vue de perfectionner le processus de collecte, au bénéfice de toutes les parties et afin que ce travail essentiel mené par l'ARCEP puisse alimenter utilement la réflexion publique.

# ***secimavi***

En particulier, un tel échange pourra donner lieu à la publication d'une notice explicative qui permettrait d'assurer une compréhension homogène des définitions et des données demandées par l'ensemble des acteurs. Il pourra aussi être l'occasion d'échanger plus largement sur l'évolution souhaitée par l'Autorité du rapport « Pour un numérique soutenable » à moyen terme et les moyens d'y parvenir.